

# LE RÉGIONAL DE COSNE

5 décembre 2008

TRIBUNE LIBRE

Mouvement pour la France :

## Réagir pour l'emploi à Cosne

Peu avant les prochaines fêtes de Noël, notre région de Cosne-sur-Loire voit son déclin économique s'accélérer de façon dramatique. Rattrapée par la crise financière mondiale, elle subit directement l'échec d'une politique départementale arc-boutée sur des dogmes idéologiques dépassés.

Cela fait plusieurs années déjà que le MPF tire la sonnette d'alarme quant à la santé de l'activité économique et industrielle de la Nièvre. Les événements que nous vivons aujourd'hui étaient prévisibles. Pourtant force est de constater qu'en plus de trente ans de gestion, les élus socialistes nivernais n'auront jamais donné à notre département les outils nécessaires à son développement. Entre autres griefs, la Nièvre demeure, enclavée, privée de voies de communications rapides, tant vers Lyon que vers Dijon ou Auxerre, alors même qu'il eût été facile d'actionner les leviers de l'État lorsque Mitterrand ou Jospin étaient au pouvoir. La fiscalité aussi aurait dû jouer un rôle attractif majeur.

Or cette variable fut sacrifiée et les taux d'imposition départementaux déjà élevés ont augmenté sans cesse depuis 2006 (1).

Bien que le dépeuplement de la Nièvre se poursuive à un rythme soutenu, faire venir entreprises et ménages ne semble clairement pas avoir été la priorité. Face à ce constat l'on peut se demander si la gauche n'est pas plus habile à prospérer sur la pauvreté distribuant aides et subventions pour cacher la misère plutôt qu'à œuvrer réellement au développement et à la richesse du territoire dont elle a la charge.

Enfin, pour parfaire ce sombre tableau, soulignons le travail de sape de la CGT et d'élus communistes qui ont fini d'achever la Clinique du Nohain par le refus constant d'un rapprochement avec l'hôpital. Probablement lassé, le groupe Saint-Gatien

semble s'être retiré. Qui osera maintenant investir dans un établissement dont l'avenir est soumis aux luttes idéologiques d'un autre âge ? Comment croire que l'État acceptera de se substituer au secteur privé alors même que le département se dépeuple et compte déjà un hôpital flambant neuf à Nevers ? Ce sera probablement une impasse et les hommes politiques avertis, y compris de gauche, le savent bien.

Alors quel avenir pour les salariés d'Henkel, d'IMP, de la clinique ... ? Comment rattraper les années perdues ?

Nous ne pourrions jamais forcer les dirigeants d'entreprises à maintenir leur activité ici contre leur gré. Il faut les attirer et c'est un plan de revitalisation de grande ampleur qu'il s'agit de mettre en œuvre. Il doit s'articuler non seulement sur une baisse sensible et durablement garantie de la fiscalité une communication forte mais aussi sur un lobbying intensif auprès de futurs entrepreneurs comme auprès des instances gouvernementales.

Sûrs de l'action du préfet pour essayer d'apporter des solutions, nous demandons au Conseil général et aux élus de prendre également leurs responsabilités et d'enfin agir pour la survie de notre territoire.

Pour sa part le MPF Nièvre est résolu à poursuivre et amplifier son action au service des nivernais pour redonner au plus vite un avenir à notre département. La Nièvre doit être demain un département dynamique où il fera à nouveau bon vivre et entreprendre, mêlant les atouts d'un terroir exceptionnel et d'une situation géographique au cœur de la France.

Alexis RICHERT,  
Président de la Fédération Nièvre  
du Mouvement Pour la France

(1) Cf. La fiscalité des départements en 2008, document du Ministère de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales - Direction générale des collectivités locales.